

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1: L'édito / p.2 : Combat laïque- combat social/Brèves sociales/ p.3 à 6 : Place au débat : la solution est-elle la baisse des salaires ? / p. 6 : International p. 7 : Actualité sociale/ Les bras m'en tombent p. 8 : Coup de gueule : Agriculture : changer de cap

EDITO

En premier lieu je commencerai par souhaiter à chacune et chacun d'entre vous une excellente année 2015.

Après Barnier, voilà donc Bayrou et son gouvernement annoncé à la veille de Noël. Pas sûr que dans leur grande majorité nos compatriotes y aient vu un cadeau du père Noël. Bayrou qui s'est imposé à Macron est son plus fidèle allié depuis 2017 malgré les désaccords qu'il y a pu avoir entre les deux hommes. A noter le retour de Borne qui hérite d'un poste de ministre de l'éducation et de numéro 2 du gouvernement. Dans lequel on retrouve aussi Darmanin et Valls. Prime à l'expérience nous dit-on. Loin de la fleur de la jeunesse, c'est plutôt à la naphtaline à laquelle on a droit.

Alors que Mayotte pense ses plaies après le terrible cyclone qui l'a dévastée on peut espérer que les moyens seront enfin mis pour permettre à ce département d'outre-mer de bénéficier d'un développement conforme à sa place stratégique et à leur choix d'être français. Difficile à ce stade de dire si Bayrou restera plus longtemps que Barnier. Son discours de politique générale a donné lieu à beaucoup de flou. On est très loin de ce qu'attendent les Français. Même si le dossier des retraites est remis en chantier (mais pas l'abrogation de la réforme Borne) bien malin qui peut dire ce qui sortira de ce débat dans 5 ou 6 mois tant l'écart entre les demandes des syndicats et les souhaits du patronat est immense. Rappelons

que le vrai problème ce n'est pas l'âge de départ en retraite mais le trop faible nombre de salariés encore en activité au-delà de 55 ans. Ce sont eux les premiers concernés par les plans sociaux alors que se profile une cascade de licenciements dans les mois qui viennent.

Dix ans après les attentats de 2015 le soutien au combat laïque est plus que jamais nécessaire. Cela dans un contexte où les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 ont ravivé un certain antisémitisme renforcé par la riposte disproportionnée de Netanyahu sur Gaza et le Liban. Espérons que la prochaine trêve entre Israël et Gaza sera plus durable que la précédente et permettra de soulager les populations



victimes d'un conflit qui les dépasse. Bien qu'il s'affiche volontiers comme isolationniste, difficile de dire si le nouveau mandat de Trump sera synonyme de paix ou de guerre. Ses prétentions sur le Canada, le canal de Panama ou le Groenland peuvent faire sourire mais avec quelqu'un d'aussi fantasque on peut s'attendre à tout. On peut craindre sans se tromper en revanche que les coupes sombres promises dans les dépenses fédérales n'accroissent le chômage et la pauvreté. Dans ce contexte de tensions tant nationales qu'internationales nul doute que le combat que nous avons initié il y a 22 ans pour défendre l'idée d'une république sociale est toujours d'actualité et qu'il restera plus que jamais notre boussole.

Pierre KERDRAON

Combat laïque, combat social

10 ans ! Cela fait déjà 10 ans qu'étaient perpétrés les tragiques attentats islamistes des 7, 8 et 9 janvier 2015 où les barbares fanatiques avaient tué la rédaction de Charlie-Hebdo, des policiers, et des clients de l'Hypercasher. Saluons le courage de ceux qui, en sachant ce qu'ils risquaient, faisaient vivre la liberté d'expression, c'est-à-dire la Liberté. Saluons le courage des policiers qui ont accompli leur devoir à en mourir. Saluons le héros -même s'il réfute le terme- qu'a été Lassana Bathily.

Qu'est devenu l'énorme soulèvement de solidarité -des millions de Français dans les rues le 11 janvier et le soutien international- alors que la barbarie islamiste tue encore en France ou ailleurs ? Alors que la tuerie du Bataclan s'est déroulée en fin de la même année ? Alors que Samuel Paty a été égorgé, Dominique Bernard poignardé à mort, certains de leurs collègues blessés au nom de cette idéologie mortifère ? Alors que certains ont osé dire « qu'il(s) l'avai(en)t bien cherché » ? Rappelons les propos de l'assassin du professeur de lettres : « Oh Français, peuple de lâcheté et de mécréants. J'étais dans vos écoles des années et des années, j'ai vécu des années et des années parmi vous, gratuitement. [...] Vous m'avez appris ce qu'est la démocratie et les droits de l'homme, et vous m'avez poussé vers l'enfer. » Alors que l'Europe condamne la France pour Laïcité ? Alors que certains parlent encore d'islamophobie pour critiquer la résistance à l'islamisme ? Il est toujours l'heure de lire le livre de Charb : « **Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes** ».

Nous vivons aujourd'hui l'heure des excuses intolérables qui trouvent des circonstances atténuantes aux appels au meurtre, des soutiens à peine voilés au prétexte -raciste- « qu'ils ne sont pas comme nous, qu'ils sont issus de pays qu'on qualifie pudiquement d'en voie de développement », l'heure du rejet de notre culture laïque, l'heure des renoncements à notre société qui a accueilli des migrants du monde entier pour « faire France ».

Quand cette attitude est l'apanage des « élites », en tous cas de ceux qui peuvent s'exprimer dans les médias, il ne faut pas s'étonner du rejet populaire.

Le combat laïque, indissociable du combat social, est bien toujours à l'ordre du jour.

BRÈVES SOCIALES

Agglomération d'Angoulême à Saint-Michel et à Nersac : fermeture des papeteries : Après la fermeture de la papeterie de St Michel à l'automne, au prétexte de l'augmentation du coût de l'énergie, la fermeture progressive de l'entreprise Lecas, filiale du groupe Hamelin, leader des agendas scolaires et professionnels (entre autres les très connus « agendas Oxford », a été annoncée. Cette fois pas question d'augmentation des charges de fonctionnement : tout simplement, le groupe papetier Hamelin a décidé de délocaliser la production d'agendas en Turquie. La direction du groupe a menacé les partenaires sociaux de Lecas : « *si notre plan social ne passe pas, on ferme purement et simplement l'entreprise, avec 69 licenciements secs* ». Cela fera au total 135 salariés sur le carreau. Notons que jusqu'en 2023, le groupe a été capable de verser des dividendes aux actionnaires majoritaires : 178 000 euros pour M. Hamelin en 2023, 300 000 en 2022.

La Fonderie de Bretagne, entreprise installée à Caudan (Morbihan) qui compte un peu plus de 300 salariés produit des pièces de fonderie de fonte brutes et pré-usinées pour les véhicules. 95% de son chiffre d'affaires dépend des activités de Renault.

Créée en 2009 en remplacement de l'ancienne société bretonne de fonderie et mécanique (SBFM) fondée en 1966 par Renault, cette société était la propriété de l'entreprise allemande Callista depuis 2022. En 2024 Renault a commencé des négociations avec un fonds d'investissement allemand Private Asset pour reprendre l'entreprise en grande difficulté financière. Toutefois, Renault a brutalement interrompu les négociations fin 2024 faisant craindre la liquidation de l'usine alors que dans le même temps Renault poursuit la délocalisation de sa production.

L'ensemble des organisations syndicales ont écrit au président de la République afin que l'Etat intervienne auprès de Renault pour relancer les négociations. Rappelons que Renault a bénéficié des aides de la puissance publique tant lors de la crise Covid (prêt de 5 milliards) que dans le cadre de l'aide au secteur automobile (plusieurs milliards). De surcroît l'Etat est actionnaire de Renault à hauteur de 15%.

La Fonderie de Bretagne devrait être prochainement placée en redressement judiciaire ce qui pourrait permettre la venue d'autres investisseurs si l'accord avec Private Asset ne se fait finalement pas.

PLACE AU DÉBAT

LA SOLUTION EST-ELLE LA BAISSSE DES SALAIRES ? COMPÉTITIVITÉ et DÉLOCALISATIONS

Il faut comprendre la stratégie de nos adversaires, leur influence. Le véritable débat masqué, c'est faut-il baisser les salaires et jusqu'à quel niveau pour être « compétitif », ne plus avoir à délocaliser ?

I/ Les délocalisations en Europe

Une définition : la délocalisation consiste à l'abandon d'une activité de production nationale, le transfert de cette activité vers une unité de production à l'étranger et l'importation de la partie de la production réalisée à l'étranger destinée au marché national ou local.

Le concept de délocalisation est moins simple qu'il paraît.

Installer une usine dans un pays étranger pour alimenter le marché local n'est pas à proprement parler une délocalisation car il n'y a pas réimportation. Néanmoins elle réduit les exportations, elle réduit l'emploi. Elle a un effet sur la balance commerciale qui est chroniquement déficitaire en France.

Les causes peuvent être diverses : produire à moins cher. Ça peut aussi être la conséquence de la vague de protectionnisme : éviter les taxes à l'importation dans un pays étranger, ce qui réduit les profits, voire interdit de fait d'y exporter. Cf l'offensive de Trump1, Biden, Trump2, contre l'Europe, la Chine, l'Amérique latine,... !

L'Europe principale destination des délocalisations

► **INSEE :** « *L'Europe est la première zone d'accueil des délocalisations (privilegiée par 72 % des entreprises qui délocalisent), devant la Chine et l'Inde choisies par 23 % d'entre elles. Les entreprises délocalisent d'abord pour réduire les coûts de la main-d'œuvre* ».

C'est pour des raisons politiques qu'on ne parle pas de délocalisations en Europe: on préfère les discours sur l'Europe censée garantir la paix et faire le bonheur des peuples.

Les délocalisations font boule de neige.

Une entreprise délocalisée va faire appel à des sous-traitants locaux ou va contraindre ses sous-traitants nationaux soit à se délocaliser également, soit à fermer, ayant souvent perdu son plus gros client.

C'est le cas des fonderies de Bretagne et d'innombrables autres entreprises.

. Le mythe mortifère de l'entreprise sans usine.

Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel, entreprise de 150 000 salariés qui a disparue, s'est fait l'avocat de l'entreprise sans usine. Cette théorie qui a fait des ravages en France était supposée fournir « plus de valeur pour l'actionnaire ». Absurde. C'est le mépris de la créativité qui existe dans les usines, chez les salariés. C'est les dirigeants aristocrates « stratèges », méprisant leurs salarié.es.

La concurrence aux subventions pour faire venir des entreprises.

Les pays européens se battent pour faire venir des entreprises étrangères : **course à la baisse des salaires, course à la baisse de la fiscalité des entreprises (les principaux paradis fiscaux sont en Europe), course aux milliards de subventions pour les entreprises,...**

Ce qui n'empêche pas les entreprises bénéficiaires de fonds publics de licencier ensuite, voire de fermer ou délocaliser après avoir récupéré les marques, les brevets,...

► **Il y a de fait réciprocité : les mesures protectionnistes des uns créent les mesures protectionnistes des autres.**

Avec la mondialisation libérale, le protectionnisme, comme le libre-échange, sont imposés par la loi du plus fort. Actuellement les Etats Unis avec leur puissance économique et militaire, avec leur législation, font venir les entreprises étrangères, de fait de force, avec les mesures Biden, qui vont être amplifiées par Trump.

Les grands gagnants sont les multimilliardaires avec des fortunes qui défient l'imagination.

Les grands perdants sont les peuples, les salarié.es, retraités.es, chômeurs, chômeuses...

Les délocalisations s'inscrivent dans un contexte de privatisation, de financiarisation, de désindustrialisation générale de la France et de l'Europe.

Une entreprise nationale ne peut délocaliser, sauf si l'Etat (l'Europe) décide d'ouvrir à la concurrence, de privatiser.

C'est ce qui est intervenu avec la vague de privatisations suite à la « parenthèse de la rigueur » en 1983, dans le cadre de la marche au traité de Maastricht, à l'achèvement du marché intérieur européen.

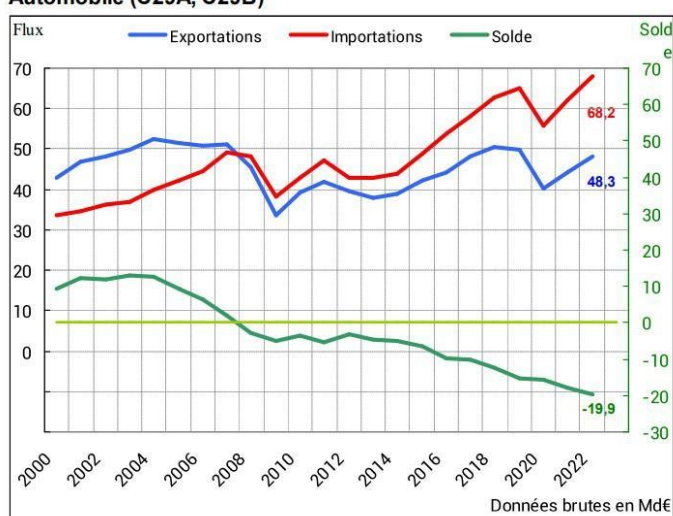
Pour le tsunami libéral mondial, européen, français, tout ce qui concerne l'Etat (sauf le régalién) est l'ennemi. Seul le marché compte, les » investisseurs » de tous pays qui méritent leurs profits car « ils prennent des risques ». Les salariés sont supposés n'en prendre aucun. Pourtant ils risquent le licenciement individuel ou collectif en permanence !

Le coût indirect des délocalisations...qui créent la dette, les déficits.

Il y a de lourds effets indirects des délocalisations : les emplois perdus, c'est des cotisations sociales en moins, des impôts en moins, des allocations chômage en plus,...C'est de la consommation en baisse qui à son tour affaiblit les entreprises. C'est du PIB en moins –particulièrement atone en France -, ça crée les déficits, la dette.

Exemple la financiarisation du secteur automobile

Automobile (C29A, C29B)



De 20 milliards d'excédents on passe à 20 milliards de déficit, équipements inclus.

40 milliards d'écart sur la balance commerciale de la France ! (Source Argus)

F Gâche, ex DSC Renault : « En quelques décennies la financiarisation, avec ses exigences de rentabilité sans fin qui s'est imposée à l'industrie automobile française, a conduit à une succession de délocalisations et de fermetures de sites. Une perte de 120 000 emplois (-40 %) à la filière entre 2006 et 2023. La production française de véhicules assemblés presque divisée par 3, de 3,4 à 1,2 million en 2023 »

Stellantis n'est plus français : famille Agnelli (14,2%), suivie de la famille Peugeot (7%) et de Bpifrance (6%). PDG italien. Les actionnaires ont reçu 7,3 Md en 2023

II/ Le fond du débat : faut-il baisser massivement les salaires en France ?

Ni le MEDEF, ni les responsables politiques qui y sont favorables, n'osent le dire ouvertement par crainte des mobilisations, des sanctions des électeurs. **Mais c'est la politique depuis 1983 : baisse des salaires, dont la baisse des cotisations sociales.**

► Les énormes écarts de salaire en Europe.

• **Salaires minimum mensuel brut en Europe** (Statista 2024, euros)

Luxembourg 2571 / Irlande 2146 / Pays bas 2070 / Allemagne 2054 / Belgique 1994 / **France 1767** / Espagne 1323 / Slovénie 1254 / **Chypre 1000** / Pologne 977 / Portugal 957 / Malte 925 / Lituanie 924 / Grèce 910 / Croatie 840 / Estonie 820 / Rép tchèque 764 Slovaquie 750 / Lettonie 700 / Hongrie 697 / Roumanie 663 / Bulgarie 477

Les pays non notés n'ont pas de SMIC légal

• **Cout horaire de l'heure de travail de l'industrie manufacturière** (Rexecode 2024, euros)

Danemark 53,7 / Belgique 51,6 / Norvège 51,2 / Autriche 49,7 / Allemagne 47,9 / Luxembourg 47,1 / Pays Bas 46,5 / France 46,4 / Suède 45 / Finlande 42,2 / Irlande 42,2 / Italie 31,9 / Espagne 27,5 / Slovénie

27,3 / Malte 20,3 / Rép thèque 18,9 / Slovaquie 18,4 / Estonie 18,2 / Croatie 17,3 / **Grèce 16,1 / Pologne 15,8 / Portugal 15,8 / Lituanie 15,4 / Hongrie 14,8 / Chypre 14,1 / Lettonie 14 / Roumanie 11,1 / Bulgarie 9,1 /**

► **Si on se place du point de vue des PDG, de leurs actionnaires du CAC 40, pour moitié des fonds d'investissement ou des fonds de pension étrangers :**

- **On comprend qu'ils soient tentés de délocaliser tout ou partie de leur production si la législation leur permet ou les encourage.**

L'heure de travail en Roumanie c'est moins du quart de la France. La Roumanie est proche de la France : si on charge un camion de Renault Dacia en sortie d'usine, il est chez les concessionnaires le lendemain. Plus rapide et moins de coûts de transport que la Chine dont les salaires se rapprochent (876 € en moyenne en 2020, de 582 € à Xian à 1150 € à Pékin et 2455 € à Hong Kong)

- **D'où la demande permanente du MEDEF de baisser le « cout du travail » au nom de « l'emploi », de la « compétitivité ».**

Sous cet angle il n'y a pas de solution. Depuis 1983 la part des salaires dans la valeur ajoutée a perdu 8 points...et la France s'est désindustrialisée ! Pour eux c'est parce que c'est très très loin d'être assez, et ça ne suffira jamais !

Le salaire c'est les aussi les cotisations sociales. Tout est bon pour les baisser sans cesse. Dès qu'une corporation est mobilisée le gouvernement les baisse. ça n'arrête jamais (+ 20 milliards depuis 2021).

- **.Les coûts ne sont pas que le « coût du travail »**

Pour une entreprise ce qui compte c'est le profit après impôts...et même après impôts de leurs actionnaires (cf les flat tax et autres).

D'où l'exigence permanente de baisse de l'impôt sur les sociétés, des « couts de production ».

L'ensemble c'est déjà 200 Md par an, 6 points de PIB, qui creusent le déficit, permettent d'affirmer en boucle que les coupes budgétaires, les mesures d'économies, les réformes, sont incontournables.

Avec la construction européenne actuelle la concurrence se fait sur le dumping social.

Plus de 60 ans après le traité de Rome, plus de 30 ans après Maastricht, on constate des écarts énormes tant du SMIC que du coût horaire du travail. La « convergence des économies », « le progrès économique et social » ne sont nullement au rendez-vous, -même pour les pays fondateurs du Traité de Rome en 1957. La concurrence se fait sur le dumping social

Et ça s'aggraverait dans **cette** Union européenne, si par exemple l'Ukraine la rejoignait après la guerre (SMIC 200 €), ou la Géorgie...

(A l'inverse dans une Europe réellement orientée sur la paix, sur le progrès social, tout élargissement vers l'Europe historique serait une richesse).

Le dumping social est-il vraiment l'avenir pour la France ?

L'avenir est-il de diviser les salaires par 2 au nom de la compétitivité, de céder aux exigences du MEDEF selon lesquelles les 200 milliards d'aides annuelles (plus que le déficit 2024) ne suffisent pas (et d'ailleurs n'existent pas)?

► La « compétitivité » dont le MEDEF nous rebat les oreilles ça devrait être de **créer des produits innovants, donc seuls sur le marché, ayant ce que les anglo-saxons appellent des « unique selling points » (arguments de vente uniques). Cf les GAFAM...**

► Le dumping social organisé par la mondialisation libérale, par l'Union européenne, la France, crée les tensions politiques, les crises. les guerres. Les budgets militaires, de la police, de la justice, explosent, au détriment des budgets sociaux, des investissements, de l'aménagement du territoire, de l'écologie. L'extrême droite est au pouvoir ou menace d'y parvenir dans de nombreux pays, y compris dans la France « des Droits de l'Homme »

▶ Près de 20 ans après le rejet du traité de Lisbonne, l'affaiblissement de l'Europe, ses inégalités, confirment que c'est d'un autre traité dont on aurait besoin. **La France était à la pointe de l'innovation mondiale dans de nombreux domaines. Maintenant l'Europe, France comprise, est à la traîne partout.**

▶ La France, meilleure élève de l'Europe, notamment avec l'Euro-béat Macron qui se voyait le Jupiter de l'Europe, en subit les conséquences par une **croissance atone et des déficits qui explosent, servant de prétexte à Macron et l'UE à des dizaines de milliards de coupes budgétaires en 2025, puis 2026, 2027, 2028, 2029...et plus.**

▶ **Contrairement à ce qu'on entend en boucle à la télé ce ne sont nullement les dépenses excessives des retraites, de la santé, des services publics, qui créent les déficits.**

C'est la désindustrialisation, les salaires trop faibles, les aides trop grandes, la croissance trop faible.

▶ **Macron - Bayrou veulent poursuivre et aggraver la politique Macron - Barnier**, ce qui créera une récession. On entend de plus en plus parler des « succès » de la tronçonneuse de Milei et des 54 % d'argentins sous le seuil de pauvreté, de la hache de Péresse. **C'est l'inverse qu'il faut faire.**

▶ **Il faut stopper la politique de l'offre, au cœur de la déclaration de politique générale de Bayrou, même si après Barnier il a réduit légèrement les coupes budgétaires (sur lesquelles il pourra revenir par de multiples moyens)**

Au-delà la Vème République se meurt. Il faut une République sociale.

INTERNATIONAL

De Téhéran à Damas, un même arc islamiste

par Kamel Bencheikh

En 2024, le régime iranien a exécuté au moins 31 femmes, portant à plus de 220 le nombre de victimes féminines de la répression depuis 2010. Ces chiffres alarmants traduisent la violence exercée par ce pouvoir autocratique iranien. Les organisations de défense des droits humains expriment leur vive inquiétude face à l'augmentation des exécutions, soupçonnant les autorités d'en faire un instrument de terreur destiné à soumettre la société.

On ne saurait trop insister sur le fait que l'islamisme constitue une menace grandissante, y compris en Europe, et qu'il est urgent d'agir pour contrer cette gangrène avant qu'elle ne s'enracine davantage. Et ce, au moment même où les gouvernements français et allemand envoient les plus hauts représentants de ces deux pays en Syrie pour rencontrer les nouveaux dirigeants islamistes qui tentent de cacher leurs innombrables crimes. Il faut d'ailleurs noter que le nouveau gouvernement syrien, que les plus hautes autorités européennes saluent, présente un ministre de la Justice qui était le bourreau en chef d'En Nosra en charge de l'exécution des femmes

Trump investi 45^{ème} président des Etats-Unis le 20 janvier. Au programme, l'achat du Canada et du Groenland. Risible ? Sans doute mais aussi la conception que les pays, comme les Hommes, s'achètent. Libéralisme jusqu'au bout.

Allemagne : Les 9 sites de Volkswagen ont débrayé en décembre. Des milliers de personnes se sont rassemblées devant le siège de l'entreprise à Wolfsburg. Si les salariés n'obtiennent pas des avancées significatives sur leurs revendications, les organisations syndicales menacent d'intensifier le mouvement en 2025.

Italie : grèves dans les transports. Ferroviaire le 25 janvier, avec des mouvements dans les différentes compagnies provoquant annulations et retards. Aérien pour le 2 février, le mouvement concerne les aiguilleurs du ciel et les services de manutention ; là également annulations et retard.

Belgique : grosse mobilisation contre la réforme envisagée des pensions de retraite. A l'appel de la FGTB, 30000 personnes dans la rue contre ce projet qui prévoit de repousser l'âge de la retraite, la baisse des pensions et le durcissement des conditions d'accès.

ACTUALITÉ SOCIALE

L'Enseignement supérieur et la Recherche publique sont en danger.

Un article d'après Nicolas TARDITS

Près de 4 universités sur 5 ont terminé l'année en déficit. Pour dénoncer cette situation on assiste à un réveil des mobilisations au sein des universités et, pour la première fois, les présidences universitaires se sont mobilisées pour pousser un cri d'alarme qu'il faut entendre. À Reims, l'université va réduire les moyens des laboratoires et reporter des projets de rénovation énergétique ; à Avignon ou à l'université Clermont Auvergne on prévoit de fermer des formations, de réduire le nombre d'étudiants, et des fermetures de sites universitaires délocalisés sont évoquées à l'université de Franche-Comté. Étrangler ces budgets implique le sacrifice de l'avenir du pays (...).

Cette crise dépasse largement le cadre budgétaire. Elle s'additionne à des lignes de ruptures profondes, où la pensée scientifique est de plus en plus remise en cause au profit de discours irrationnels. Une majorité de Français remet même en question l'indépendance des scientifiques et se méfie de leurs paroles à des niveaux préoccupants. Ce n'est donc pas seulement l'avenir de la recherche qui est en jeu, mais celui de toute notre capacité collective à répondre aux défis écologiques, économiques, sociaux et démocratiques. Nous sommes face à un choix de société.

Il est possible de se saisir de ces questions en dénonçant avec clarté l'enseignement supérieur privé lucratif, puisque plus de 25 % des étudiantes et étudiants se tournent désormais vers lui (avec l'aide des plateformes de sélection comme Parcoursup) ; mais aussi en dénonçant les 7,7 milliards d'euros versés sur la seule année 2024 aux grandes entreprises par le Crédit impôt recherche. Ce CIR est le même qui a été versé à Michelin (à hauteur de 55 millions d'euros) ou à Sanofi (150 millions d'euros par an) pour les résultats tragiques que nous connaissons. Il existe une manne financière énorme, mobilisée comme cadeau fiscal, qui devrait financer directement le service public.

Sans se limiter à la réaction, il est crucial de porter un projet ambitieux, une alternative pour l'Enseignement supérieur et la recherche. (...) Par exemple, la création d'un statut du doctorat protecteur pour les jeunes chercheuses et chercheurs qui se traduirait par l'ouverture de nouveaux droits face à la baisse très inquiétante de leur nombre ; la défense d'un tiers temps recherche personnel pour les docteurs et docteures dans les services publics ou les entreprises privées bénéficiant d'aides de l'État, afin de valoriser leurs compétences ; ou encore le déploiement massif d'un plan de création de nouvelles universités et de centres de formation dans les zones rurales et périurbaines afin de donner accès aux savoirs et stimuler la recherche en dehors des grands pôles urbains.

(...)

LES BRAS M'EN TOMBENT

40 000 euros le fauteuil de la présidence du Sénat, qui dit mieux ?

Par Yves LAOT

Il y a quelques jours on apprenait que le Sénat avait acquis deux nouveaux fauteuils pour la présidence et les vice-présidents. 34 000 €, 40 000 € ttc ou non, ces chiffres donnent le tournis au moment où le gouvernement appelle à réduire le déficit et à faire des économies.

Un peu de décence ne fait pas de mal.

D'autant que Gérard Larcher, le président du Sénat n'est pas le dernier à prétendre vouloir supprimer des dépenses ou à tailler dans les effectifs de la fonction publique.

Bien qu'il affirme n'avoir pas été au courant de cet achat, comment croire qu'une commande de cet ordre ait été passée sans qu'il n'en soit informé ? Il semblerait d'ailleurs qu'il ait fait partie de ceux qui ont essayé les précieux fauteuils...

Cela nous rappelle Macron et les dépenses faites tant à l'Élysée qu'à Brégançon.

Il est temps que nos élites cessent de se prendre pour Louis XIV avec son amour du faste.

Chacun peut comprendre la nécessité de rénover des meubles au sein des palais et des résidences de la République. Mais encore faut-il que le coût de ces rénovations ne soit pas excessif et que la décision soit la plus démocratique possible et après un appel d'offre.

COUP DE GUEULE

Agriculture : changer de cap.

Par Marinette Bache

De manière intermittente, les agriculteurs et agricultrices expriment leur colère.

Première préoccupation affichée : leur revenu. Certes, 18,1% des ménages agricoles vivent sous le seuil de pauvreté. Mais pourquoi ceux qui votent (la moitié des agriculteurs) votent-ils à 50% pour la FNSEA ? Les géants de l'agroalimentaire, dont font partie les dirigeants et en particulier le président de cette organisation farouchement attachée au libéralisme même si, aujourd'hui, elle fait semblant de s'opposer à l'accord Mercosur, ont profité des crises pour accroître leurs profits et leurs marges. Entre fin 2021 et début 2023, le taux de marge des industries agroalimentaires est passé de 28 à 48 %.

Tandis qu'une minorité tire profit de ce système, une majorité des agriculteurs subit des inégalités qui ne leur permettent pas de vivre de leur travail. Alors que les prix d'achats aux agriculteurs sont ridiculement bas, les prix de l'alimentation n'ont jamais été aussi hauts depuis les années 80. Le géant mondial du lait Lactalis a annoncé, en avril dernier, avoir dépassé les 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2022. La fortune de ses propriétaires, les 3 frères et soeur Besniers, s'élève à 43 milliards de dollars, soit l'équivalent de 2,5 millions d'années de revenus pour un éleveur bovin. L'agro-industrie et la grande distribution s'accaparent la valeur des productions et sont les grandes gagnantes de ce système inégalitaire.

Les aides publiques, négociées par la FNSEA, notamment celles de la Politique Agricole Commune, restent très majoritairement orientées vers les grandes exploitations, laissant les plus petites seules face à l'inflation et la hausse de l'énergie. Alors que 33% du budget de l'Union Européenne sont dédiés à la PAC, les aides sont calculées à l'hectare ou à la tête de bétail, ce qui favorise mécaniquement les grandes exploitations. Les agricultrices, sont encore plus lésées par ce système de répartition puisqu'elles exercent dans des domaines aux surfaces moindres. Conséquence : leur revenu est de 29% inférieur à celui de leurs collègues masculins.

Il est plus que temps -même s'il n'est jamais trop tard!- de repenser l'agriculture française. Une agriculture saine, qui permette à la fois de nourrir correctement les Français, de conserver la nature et nos paysages et de donner un revenu correct aux paysans. Ce ne fera pas sans des agriculteurs qui s'y engagent ni sans une puissance publique qui pense plus l'avenir de nos concitoyens que les profits de quelques-uns.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel :
webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :
ADRESSE :
TEL : Portable :
E-mail :
 J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)